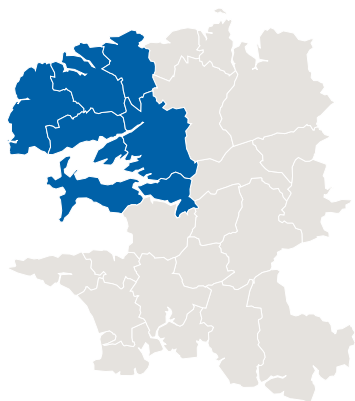


### PAYS DE BREST



### QUELQUES CHIFFRES CLÉS

#### Emplois en 2011



Source : INSEE, RP 2011

#### Nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2014



Source : Direccte Unité territoriale du Finistère

#### Taux de chômage dans la zone d'emploi de Brest au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

**8,7 %**

Source : INSEE



Zone commerciale Hermitage - Crédit Jean-Yves Guillaume - Bno

## 1<sup>er</sup> semestre 2014 : les ménages souffrent

Si la consommation des ménages a bien résisté au premier trimestre de l'année, c'est loin d'être le cas lors du deuxième. Plus inquiétant, pour la première fois depuis la crise de 2008, les crédits revolving sont repartis à la hausse. Certains ménages doivent être contraints de recourir à ce type de financement pour s'acquitter d'une partie de leurs charges. Dans le même temps, le niveau de projets immobiliers n'a jamais été aussi bas, tous types de logements confondus.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires des entreprises ne peut que reculer à nouveau. Les créations d'entreprises sont en berne et les liquidations judiciaires restent nombreuses, concentrées dans les secteurs du

bâtiment, des commerces de détail et de la restauration. Malgré tout, certaines activités agroalimentaires se développent, particulièrement l'industrie laitière qui misent sur une croissance de la demande mondiale en poudre de lait.

Du côté du marché du travail, la progression de la demande d'emploi est ralentie et pour la première fois depuis plus de quatorze mois, le chômage des jeunes baisse. À contrario, le chômage de longue durée et celui des seniors conservent un rythme de croissance soutenu. De plus, le taux de chômage s'est stabilisé à un niveau élevé. La mauvaise conjoncture se ressent sur l'évolution de l'emploi salarié privé dans la construction, l'hôtellerie et la restauration.

## ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

# Une rentabilité dégradée

Selon les services fiscaux, le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest accuse un nouveau repli au premier semestre 2014. Les industries agroalimentaires tirent leur épingle du jeu, grâce notamment à une croissance des exportations.

Enquêtés en juin 2014 par la CCI de Brest et l'ADEUPa, les chefs d'entreprises n'anticipent toujours pas de retour de la croissance économique, tout au mieux un maintien de leur activité. Les niveaux de rentabilité qui se sont dégradés au premier semestre pour quatre entrepreneurs sur dix ne devraient pas s'améliorer.

### Trafic aérien : de bons résultats sur les lignes régulières

Les résultats de l'aéroport Brest Bretagne restent pénalisés par le contexte économique difficile. En enregistrant 486 063 passagers dans le premier semestre, la plateforme brestoise est en retrait de 1,1 % par rapport à la même période de 2013. La liaison avec Paris qui, avec 264 245 passagers (+ 3,6 %), représente encore près de 50 % du trafic de l'aéroport, a permis de limiter la diminution du trafic global. Toutes les liaisons régionales sont à la baisse à l'exception des destinations insulaires d'Ajaccio, de Bastia et... d'Ouessant. Même Lyon qui réalisait jusqu'à présent de belles progressions est en retrait de 6,4 %. Marseille est également en recul (- 3 %), de même que Bordeaux (- 15,7 %), Toulon (- 10,7 %) et Nice (- 2,4 %). Ce sont les destinations vacances qui payent le plus lourd tribut à la crise : les liaisons charters reculent globalement de 34 % (- 65,5 % pour les destinations hors union européenne).

### Création d'entreprises : repli pour la 6<sup>e</sup> année consécutive

Hors auto-entrepreneurs, le nombre de créations d'entreprises dans le Pays de Brest diminue légèrement au premier semestre 2014 (- 2 %) par rapport à la même période en 2013. Il s'agit de la sixième année consécutive de baisse. Le repli est significatif dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie-restauration ; il illustre les difficultés rencontrées dans ces branches et induit un manque

de confiance des porteurs de projet. La création d'entreprises est orientée plus favorablement dans les services et la filière construction.

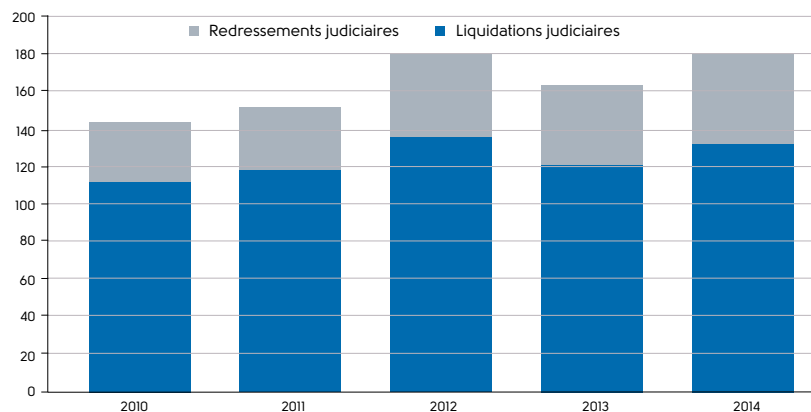
### Liquidations judiciaires : toujours très nombreuses

181 procédures judiciaires ont été prononcées au premier semestre 2014, soit un chiffre comparable au niveau record observé au premier semestre 2012. Ces résultats contrastent avec l'amélioration observée au deuxième trimestre 2014 au niveau national, notamment pour les PME de plus de 50 salariés. Dans le Pays de Brest, les difficultés continuent à se concentrer dans les secteurs du bâtiment, des commerces de détail et de la restauration.

### Conjoncture nationale : un début d'année décevant

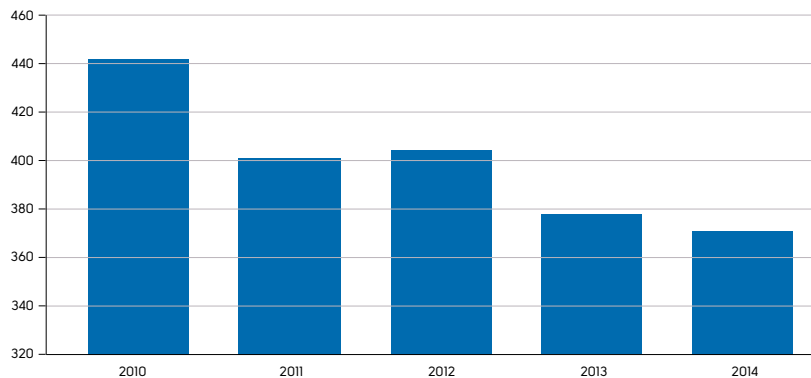
En France, le PIB est resté stable au cours du premier et deuxième trimestre. L'investissement continue de reculer : le repli concerne les entreprises, les administrations publiques et, plus fortement, les ménages. Au second semestre 2014, la croissance française devrait rester modeste. La hausse de l'activité devrait être trop faible pour que l'emploi se redresse et que la courbe du chômage s'inverse.

### Redressements et liquidations judiciaires prononcés au 1<sup>er</sup> semestre



Source : Greffe du Tribunal de Commerce

### Créations d'entreprises au 1<sup>er</sup> semestre dans le Pays de Brest



Source : CCI Brest, CMA29, données hors auto-entrepreneurs

# Analyse sectorielle

## Recul des exportations dans le secteur agricole

La demande française de viande porcine n'a pas été très dynamique et le commerce reste difficile à l'export en raison de la fermeture du marché russe. Le tonnage de poulets abattus en Bretagne a reculé de 12 % en un an. L'export de poulets congelés est une activité fragile depuis la suppression des aides européennes. Selon les douanes, les exportations de volailles françaises hors UE ont reculé de 35 % au premier trimestre par rapport à l'an passé.

## Vents porteurs pour l'industrie laitière

Le chiffre d'affaires des industriels du Pays de Brest est globalement en repli en ce début d'année ; la filière agroalimentaire profite néanmoins d'une demande mondiale dynamique pour les produits laitiers. La hausse de l'emploi intérimaire en un an atteint 20 % et concerne les fabricants d'équipements et de denrées alimentaires.

Certaines filières continuent à investir ; c'est le cas des acteurs de l'industrie laitière. La Sill a inauguré une chaudière biomasse à Plouvien fin 2013 et investit à Plougasnou pour agrandir l'usine Primel Gastronomie, ainsi qu'à Saint-Malo pour l'extension d'une plate-forme logistique. Le groupe coopératif Laïta a investi 47 M€ en 2013, dont 18 M€ pour l'extension de la fromagerie à Ploudaniel. Un plan de développement de 80 M€ est prévu pour accroître la production de poudre de lait et développer les exportations. Le site de Landerneau bénéficiera d'un investissement de 18 M€.

## Les principaux exportateurs du Pays de Brest

SDMO	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques
Laïta	Coopérative laitière
Sill	Fabrication de produits laitiers
Rolland	Fabrication de glaces et sorbets
SAVEL	Transformation de la viande de volaille
Savéol	Commerce de gros de fruits et légumes

Source : Direction générale des douanes et droits indirects, exportations 2013

## La réparation navale civile consolide son activité

Depuis sa reprise par Damen, le chantier brestois a déjà accueilli une centaine de navires, généralement de grande capacité (méthaniers, pétroliers, porte-conteneurs,...). Le premier semestre 2014 contribue à cette renaissance : malgré deux navires en moins en formes de radoub et la stabilité du nombre de navires traités à quai, tous les indicateurs sont à la hausse par rapport au même semestre de 2013. La période aura été également marquée par le montage d'une grue à la forme de radoub n°2. Si la rentabilité du chantier n'est toujours pas au rendez-vous, Damen Shiprepair Brest entend redresser la barre dans les deux prochaines années.

## Légère progression du trafic du port de commerce

En enregistrant 1,457 MT, le port de commerce améliore légèrement ses résultats (+ 2 %). C'est le poste du vrac agroalimentaire qui tire le bilan à la hausse (+ 41 %). La crise du bâtiment se fait toujours sentir, tant sur le trafic de ciment (- 34 %) que sur celui du sable (- 2 %). Le trafic d'hydrocarbures chute globalement de 10 %, malgré la forte progression des biocarburants. La croissance du trafic conteneurisé de plants de pommes de terre à l'export et le développement du trafic de grumes pour la Chine ne compensent pas la chute de la viande congelée à l'export liée à la crise avicole. Le trafic conteneur baisse ainsi de 9 %.

## Travaux publics : une activité dégradée

L'activité bretonne a encore ralenti dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, d'après la Banque de France. Le niveau des carnets de commandes est très bas, tout particulièrement dans la construction neuve, tant individuelle que collective. Pour les entreprises de travaux publics, les contraintes budgétaires croissantes des collectivités locales ont des conséquences, avec des projets retardés, voire annulés.

## Services : des situations contrastées

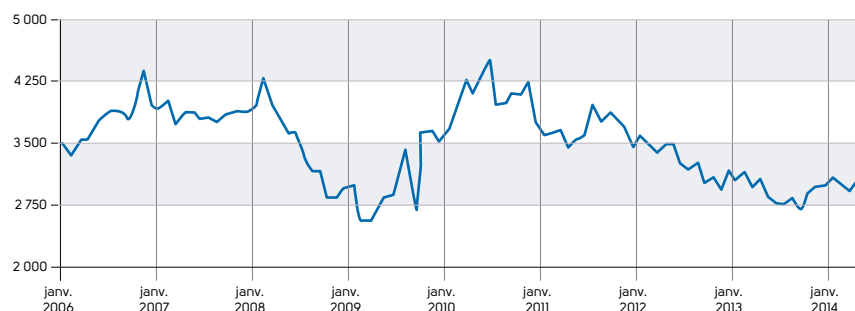
Les commerçants et restaurateurs du Pays de Brest souffrent de l'atonie de la consommation des ménages.

Dans les services marchands, la filière numérique bénéficie de la demande des entreprises dans le Pays de Brest. Plusieurs acteurs ont annoncé des recrutements (OVH, leader de l'hébergement web ; le groupe informatique Infotel ; Alten et SII Ouest, spécialisés dans l'ingénierie et les conseils en technologie).

## Rebond de l'intérim

Au premier semestre 2014, les entreprises ont davantage eu recours à l'emploi intérimaire. En un an, la hausse s'élève de 17,3 % dans le Pays de Brest et en Bretagne. Ces résultats traduisent un surcroît d'activité dans quelques secteurs : l'industrie et la construction sont principalement concernées. Dans le bâtiment, les entreprises ont fait appel à des intérimaires pour achever des chantiers importants comme la salle Arena à Brest et le campus des métiers à Guipavas. En dépit de ce sursaut d'activité, l'emploi intérimaire demeure à un niveau relativement bas par rapport à sa moyenne de longue période.

## Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS\*)



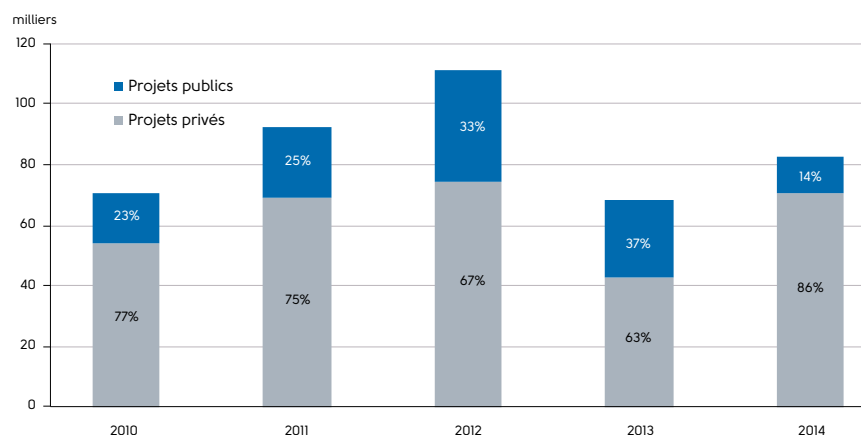
Source : Pôle emploi \*CVS : corrigées des variations saisonnières

## IMMOBILIER D'ENTREPRISES

# De grosses opérations autorisées

Le nombre de m<sup>2</sup> autorisés sur le marché du non-résidentiel a fortement progressé au cours du premier semestre 2014, par rapport à la même période en 2013 (+ 21 %). Cette hausse concerne la plupart des marchés, à l'exception des équipements publics. Pour l'immobilier de bureaux, les bons résultats tiennent à une opération importante autorisée à Guipavas : la construction d'un immeuble de bureaux de plus de 9 000 m<sup>2</sup> pour DCNS dans le secteur de Kerlaurent. Parmi les autres dossiers d'envergure, il faut noter le permis de construire délivré à la Compagnie de Phalsbourg pour la création d'un ensemble commercial place Saint-Louis à Brest. Toutefois, un recours déposé au tribunal administratif de Rennes fin juillet 2014 pourrait retarder la mise en chantier.

### Surface des locaux autorisés au 1<sup>er</sup> semestre et part des projets privés et publics



Source : DREAL – Sit@del2

### Principales opérations autorisées au 1<sup>er</sup> semestre 2014 (plus de 3 000 m<sup>2</sup>)

Demandeur	Lieu des travaux	Destination	Surface de plancher autorisée
SCCV Frouvtven Kerlaurent	Kerlaurent - Guipavas	Bureaux	9 264 m <sup>2</sup>
Compagnie de Phalsbourg Paris	Rue des Halles Saint-Louis Brest	Commerces /bureaux	9 085 m <sup>2</sup>
SA Rolland - Tréflévénez	ZA des Landes - Tréflévénez	Industrie	7 840 m <sup>2</sup>
Locabox immo Brest	Rue Henri Becquerel Gouesnou	Entrepôts	5 764 m <sup>2</sup>
L'immobilière Castorama	Beg Avel - Brest	Commerces	5 866 m <sup>2</sup>
SCCV Greenway, Brinquin Philippe - Rennes	Rue Jurien de la Gravière Brest	Bureaux /commerces	3 315 m <sup>2</sup>

Source : DREAL – SIT@DEL2

### Économie bretonne : pas d'embellie en vue

La reprise n'est pas au rendez-vous en ce début d'année 2014. Le repli d'activité est même plus marqué qu'au niveau national et le chômage augmente plus rapidement. Le secteur de la construction continue à détruire des emplois dans les quatre départements bretons et les professionnels restent réservés sur les perspectives des prochains mois. Les prévisions sont plus favorables pour les services marchands.



Campus des métiers à Guipavas - Crédit : ADEUPa

## MARCHÉ DU TRAVAIL

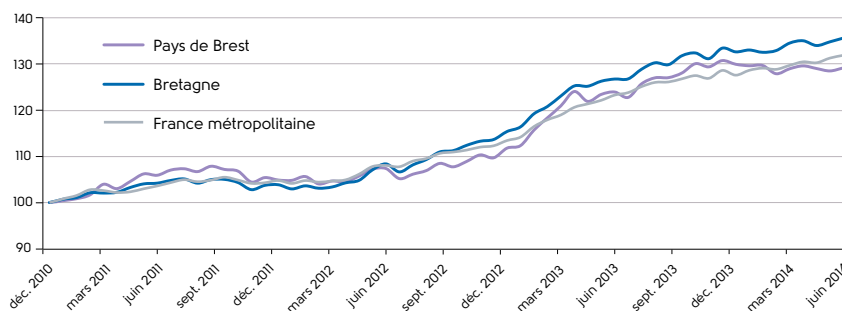
# La progression ralentit et laisse envisager une stabilisation du marché de l'emploi

16 333 personnes recherchaient un emploi à temps plein dans le Pays de Brest fin juin dernier. La progression de la demande d'emploi est ralentie dans le Pays de Brest avec + 0,9 % en un an, alors qu'aux niveaux régional et national les augmentations sont supérieures (respectivement +3,1 % et +4,3 %).



Hôtel d'entreprises à Saint-Renan - Crédit : ADEUPa

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en décembre 2010, données corrigées de variations saisonnières)



Source : Pôle emploi

### La demande d'emploi des jeunes recule

Pour la première fois depuis plus de quatorze mois, la demande des jeunes baisse dans le Pays de Brest. Si cette régression concerne l'ensemble des territoires observés, elle est plus forte localement. Tout comme le semestre précédent, la demande des femmes progresse moins vite que celle des hommes avec + 0,2 %, contre + 1,5 %. À l'inverse, les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans et de longue durée sont les profils qui ont subi les plus fortes hausses.

Avec les difficultés de la construction et la crise industrielle qui perdurent, les hommes représentent 52,8 % de la demande d'emploi totale contre 50,1 % il y a deux ans.

2 468 demandeurs d'emploi avaient moins de 25 ans au 30 juin 2014, un chiffre en net

recul de 7,1 % par rapport à l'année dernière contre une baisse de 3,9 % en Bretagne et - 3,4 % au niveau national. Cette baisse est également effective toutes catégories confondues (A, B et C).

L'augmentation de la demande des seniors continue d'être inquiétante localement avec + 7,9 % entre juin 2013 et 2014, même si elle est plus conséquente en Bretagne et en France. Ainsi, en deux ans, ils représentent un point de plus de la demande totale. Avec + 7,1 % sur la même période, les chômeurs de longue durée accusent aussi de fortes hausses. Ils rassemblent désormais 38,6 % des demandeurs contre 33,8 % il y a deux ans.

### La structure de la demande d'emploi au 30 juin 2014 (données brutes)

	Pays de Brest			Bretagne			France métropolitaine		
	Nombre	% DEFM	Évolution juin 2013/ juin 2014	Nombre	% DEFM	Évolution juin 2013/ juin 2014	Nombre	% DEFM	Évolution juin 2013/ juin 2014
<b>Total demandeurs d'emploi cat.A</b>	<b>16 333</b>	-	<b>+ 0,9 %</b>	<b>134 970</b>	-	<b>+ 3,1 %</b>	<b>3 196 180</b>	-	<b>+ 4,3 %</b>
Dont les femmes	7 714	47,2 %	+ 0,2 %	64 233	47,6 %	+ 2,2 %	1 516 492	47,4 %	+ 3,2 %
Dont les hommes	8 619	52,8 %	+ 1,5 %	70 737	52,4 %	+ 3,9 %	1 679 688	52,6 %	+ 5,2 %
Dont les jeunes (< 25 ans)	2 468	15,1 %	- 7,1 %	19 737	14,6 %	- 3,9 %	460 486	14,4 %	- 3,4 %
Dont les seniors (≥ 50 ans)	3 783	23,2 %	+ 7,9 %	32 965	24,4 %	+ 11,1 %	766 392	24,0 %	+ 11,8 %
Dont chômeurs de longue durée	6 299	38,6 %	+ 7,1 %	50 681	37,5 %	+ 8,3 %	1 227 019	38,4 %	+ 10,5 %

Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

## Taux de chômage à 8,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

Entre le troisième et le quatrième trimestre 2013, le taux de chômage était orienté à la baisse. Cependant, ces baisses étaient encore modérées : - 0,2 point en France et - 0,3 point en Bretagne, ainsi que dans la zone d'emploi brestoise. Cette baisse ne se confirme pas au premier trimestre 2014 mais le taux de chômage reste stable, excepté pour la Bretagne où il augmente de 0,1 point.

Avec 8,7 %, le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest est inférieur d'un point à la moyenne nationale et quasiment équivalent à la moyenne bretonne (8,6 %).

## 4 700 déclarations préalables à l'embauche supplémentaires

Au cours du premier semestre de l'année, 95 200 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été recensées : un volume en hausse de 5 % en un an représentant 4 700 contrats. Un ensemble de secteurs plus diversifiés qu'à l'accoutumée participe à cette évolution. En premier lieu figure le domaine de la santé humaine et de l'action sociale avec 2 300 DPAE de plus, l'information et la communication ensuite (+ 1 480) et le commerce (+ 480). Même les activités du transport ont accru leurs embauches de 11 %, un résultat à contre-courant des tendances des dernières années. Pourtant, la conjoncture actuelle est loin d'être propice à l'embauche, notamment dans les commerces. Il est donc fort probable que les employeurs multiplient les contrats courts avec comme effet de gonfler le nombre de DPAE.

## Mise en garde

En 2013, l'Insee a rénové le questionnaire de l'enquête emploi pour faciliter le déroulement de l'enquête sur le terrain. Certaines reformulations ont un impact sur les résultats. Aussi les précédentes données ont été rétopolées pour la publication des taux de chômage du quatrième trimestre 2013. En moyenne, l'effet sur la donnée est une baisse de 0,5 point.

## Reprise ou sursaut de l'emploi salarié privé ?

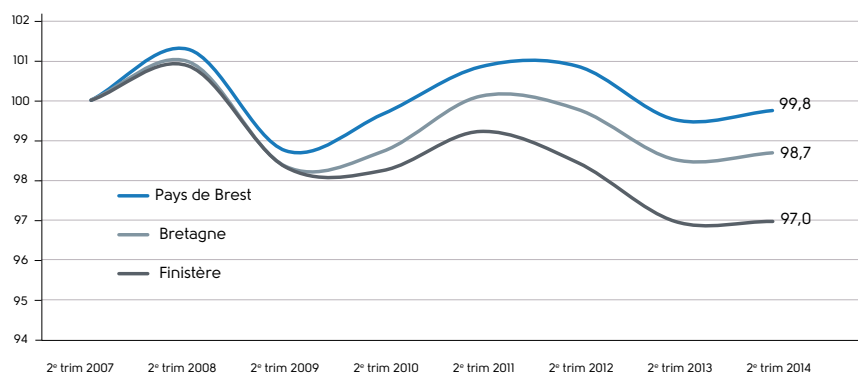
Au 30 juin 2014, près de 90 600 salariés privés ont été comptabilisés par l'URSSAF dans le Pays de Brest. Pour la première fois depuis 2011, l'effectif est en hausse même si elle reste encore modeste (+ 0,2 % entre les deuxièmes trimestres 2013 et 2014). Une progression similaire a été observée en Bretagne équivalant à 1 300 emplois supplémentaires, pendant que les effectifs finistériens se stabilisent. Le secteur industriel bénéficie en premier lieu de ce rebond avec 290 emplois en plus en un an dans le bassin brestois. Les perspectives de développement de l'industrie laitière et des entreprises de biens d'équipement tournées vers l'export portent en grande partie ce dynamisme. Le tertiaire via notamment l'informatique gagne également en effectif (+ 200 environ). À l'inverse, le bâtiment et les travaux publics continuent d'être en difficulté avec 300 emplois en moins. Le commerce de gros, le transport, l'hôtellerie et la restauration restent également en mauvaise posture (- 296 salariés).

## Demande d'emploi : un nombre de sorties supérieur au nombre d'entrées

Sur les six premiers mois 2014, Pôle emploi a comptabilisé 16 126 sorties contre 14 838 entrées. Un différentiel encourageant mais qui n'est pas visible lorsqu'on retire l'effet saisonnier. L'absence des listes reste la principale cause de sortie et s'inscrit en augmentation de 4,5 % en un an. La formation ou l'entrée en stage est l'autre motif de sortie en évolution ce semestre (+ 4,2 %). À contrario, les sorties liées à une reprise d'emploi baissent de 0,7 %. Du côté des entrées, la reprise d'une activité est le motif en forte hausse (+ 19,7 %). Signal encourageant, les causes d'entrées liées à une fin de contrats reculent depuis le début de l'année (- 9,2 % en moyenne dans le semestre).

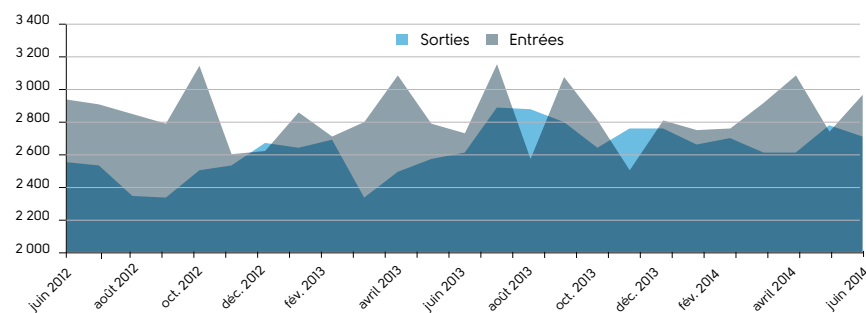
<sup>1</sup> Le motif « Absence » n'est pas à confondre avec les suspensions ou les radiations administratives. En effet, il peut recouper différentes réalités comme la reprise d'un emploi sans en informer Pôle emploi, l'oubli d'actualisation, etc.

## Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 : 2<sup>e</sup> trimestre 2007)



Source : URSSAF

## Évolution du nombre d'entrées et de sorties des listes de Pôle emploi dans le Pays de Brest (catégorie A, B et C, données corrigées des variations saisonnières)

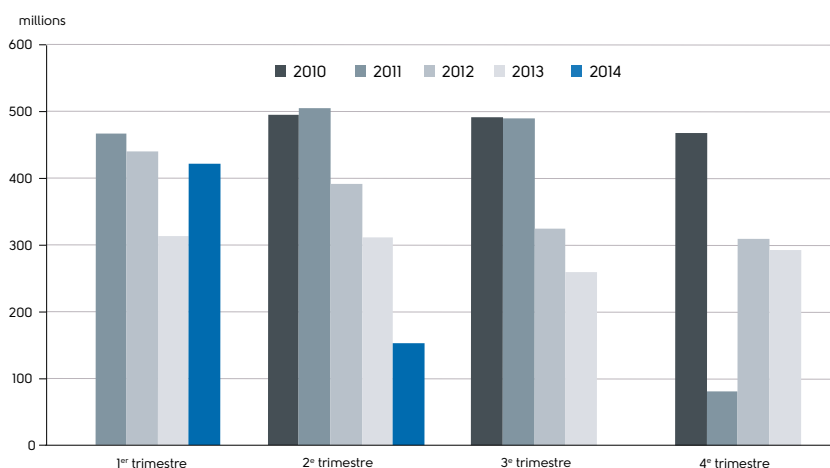


Source : Pôle emploi

## LES MÉNAGES

# Détérioration de la situation des ménages

Chiffre d'affaires (HT) lié à la consommation des ménages



Source : Services fiscaux

Dans un contexte économique difficile, la consommation des ménages du Pays de Brest a bien résisté au premier trimestre mais a diminué sensiblement au printemps.

Parallèlement à cette baisse de la consommation, la situation financière des ménages se détériore de façon inquiétante : l'augmentation du crédit revolving et du crédit à la consommation, constitue le signe le plus alarmant. Depuis les premiers signes

d'un ralentissement conjoncturel en 2008, le recours à ce type de financement avait continuellement baissé. Cette diminution pouvait être interprétée comme la volonté de ne pas s'endetter face à un avenir incertain ; désormais certains ménages se trouvent dans l'obligation de recourir à ce type de crédit pour financer une partie de leurs achats. Autre indicateur préoccupant, l'épargne progresse : cela peut signifier que des ménages plus aisés s'inquiètent pour l'avenir.

### Une consommation qui repart ?

Les ménages français ont diminué leur niveau de consommation au cours du premier trimestre 2014 (- 1 % par rapport au quatrième trimestre 2013) et l'ont augmenté au deuxième trimestre (+ 1,6 %). Cette évolution constatée par la Banque de France concerne à la fois les produits alimentaires et industriels. La confiance des ménages tend à baisser tout au long du semestre avant de progresser très légèrement en juin.

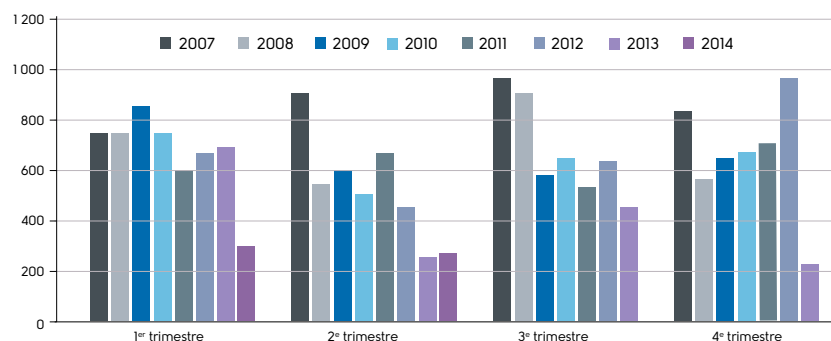
## Un recul du marché immobilier qui se poursuit

Le volume des permis de construire s'effondre littéralement en ce début 2014. Depuis le début de la crise, une situation aussi préoccupante n'avait pas été observée. La baisse concerne l'ensemble des types de logements.

Sur la période, les encours de crédit habitat n'évoluent pas alors que l'épargne logement a très légèrement progressé.

Les autres produits d'épargne tendent à progresser.

Nombre de permis de construire autorisés



Source : DREAL - Sit@del2

# Dates du semestre

- Janvier**
- **Piriou et DCNS**, via leur société commune **Kership**, remportent un vaste contrat de 100 M€ pour la Marine nationale. Il porte sur la conception et la construction de bâtiments hauturiers multifonctions.
  - L'entreprise de sous-traitance électronique **Jabil** (Brest, 180 salariés) annonce un plan de licenciements portant sur 97 postes.
  - L'entreprise de construction de maisons individuelles **Maisons du Ponant** (Loperhet) est liquidée : elle employait 17 salariés.
  - Le transporteur **Mory Ducros** supprime 3 000 postes dans toute la France et ferme plusieurs sites, dont celui du Relecq-Kerhuon qui employait 52 salariés.
- Février**
- L'équipementier en télécommunications **Alcatel Lucent** vend son activité télécom à un fonds d'investissement chinois ; le site brestois (260 salariés) est concerné.
  - Le groupe international d'informatique **Infotel** annonce un renforcement de son agence de Brest et recrute des ingénieurs spécialisés dans le data et la mobilité. Embauches également en cours pour **Alten**, spécialisé dans l'ingénierie et les conseils en technologie et pour **SII Ouest**.
  - La compagnie **Europe Aipost** crée deux lignes régulières saisonnières au départ de l'aéroport de Brest-Bretagne, vers Grenoble et Porto.
  - Le **Conseil régional de Bretagne** adopte à l'unanimité le programme de travaux de 220 M€ à engager au port de commerce de Brest ; le chantier va démarrer en 2015 pour s'achever en 2020.
  - L'entreprise **Breizh messagerie** (Plouvien, 18 salariés) est placée en liquidation judiciaire.
- Mars**
- Le **Comptoir Irlandais** s'étend à Plouédern. L'enseigne de vente de produits irlandais agrandit sa plateforme logistique et vient de mettre en ligne un nouveau site de vente.
  - La **Gaëc des serres florales** de Kerlouan, le plus gros producteur de roses du Finistère, est liquidée : 17 salariés sont licenciés.
- Avril**
- Un jeune chercheur brestois est récompensé par le prestigieux MIT Technology Review : il s'agit de **Jean Chaoui**, diplômé de Télécom Bretagne et Pdg d'Imascap, qui a créé un logiciel pour aider les chirurgiens dans les opérations des épaules.
  - **Chambrin Industries** à Brest est placée en redressement judiciaire (filiales **Toliroise** à Brest et **ATPS** à Lannion). L'ensemble représente 50 salariés spécialisés dans la tôlerie de précision et la découpe laser.
  - La **Sill** (Plouvien) rachète la laiterie le Petit Basque en Gironde (33 M€ de chiffre d'affaires, 130 salariés).
- Mai**
- Le groupe coopératif **Laïta** (Brest) va investir 80 M€ entre 2015 et 2017 en Bretagne et créer 100 emplois supplémentaires. Il vise les marchés lointains de poudres de lait infantile et de lactosérum.
- Juin**
- L'entreprise de bâtiment **Lalouer Boucher** (Gouesnou, 44 salariés) est placée en redressement judiciaire du fait de projets publics mis en suspens.
  - **Guyot Environnement**, spécialiste du traitement des déchets industriels, investit 10 M€ à Brest et Morlaix.



Artisan à Guilers - Crédit ADEUPa

**(ADEUPa)**  
B R E S T

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE  
DE LA ZONE D'EMPLOI DE BREST

**Directrice de la publication :**

Claire Guihéneuf

**Réalisation :** Lucie Bianic,

François Rivoal, Nadine Le Hir

**Traitements statistiques :** Arnaud Jaouen

**Maquette et mise en page :**

d'uneidée@lautre.com

**Contact :** ADEUPa

24 rue de Coat ar Gueven - 29200 Brest

**Tél :** 02 98 33 51 71

adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

**Site web :** www.adeupa-brest.fr

**Tirage :** 600 exemplaires

**Dépôt légal :** octobre 2014

**ISSN :** 1763-783X

**Réf. :** 14/237